CICR

En Syrie, des dizaines de milliers de civils vivant dans des zones assiégées font face à des conditions d'existence d'une extrême dureté, tandis que l'acheminement de l'aide humanitaire en leur faveur se voit entraver. Une telle situation pourrait avoir des conséquences tragiques.

Les civils se trouvant dans des zones encerclées par les forces gouvernementales ou par les différents groupes d'opposition armés ne reçoivent pas régulièrement les vivres ou les autres biens de première nécessité dont ils auraient besoin. Pour pouvoir leur apporter ces secours, il est indispensable d'obtenir l'accord de toutes les parties, ce qui se révèle parfois très difficile.

« Si nous voulons avoir accès aux personnes qui ont besoin d'aide, il est essentiel que nous maintenions un dialogue avec tous les acteurs concernés », indique Magne Barth, chef de la délégation du CICR en Syrie. « Le fait que, ces deux dernières semaines, 5 000 personnes détenues à la prison centrale d'Alep aient bénéficié de distributions de nourriture montre qu'un dialogue constant avec les parties peut produire des résultats. Les deux camps ont en effet consenti à autoriser les humanitaires à agir. »

La prison centrale d'Alep était assiégée depuis plusieurs mois, et le CICR et le Croissant-Rouge arabe syrien étaient informés que les détenus souffraient d'un manque aigu de nourriture. Au terme d'intenses négociations facilitées par le CICR, des distributions régulières de repas chauds cuisinés par un organisme caritatif local et distribués par des volontaires du Croissant-Rouge arabe syrien ont pu débuter.

Outre ce récent succès, atteindre les personnes vivant dans des zones encerclées par les forces gouvernementales ou par les différents groupes d'opposition armés demeure un des plus lourds défis auquel le CICR doit faire face en Syrie. En vertu du droit international humanitaire, les parties au conflit doivent autoriser et faciliter le passage rapide et sans encombre de secours humanitaires destinés aux personnes civiles. Elles sont également tenues de permettre aux civils se trouvant dans des zones en proie à des combats de se rendre dans des régions plus sûres, s'ils le souhaitent. Malheureusement, ces obligations ne sont pas toujours respectées.

« Nous essayons depuis bientôt 20 jours d'acheminer du matériel médical et d'autres secours dans la vieille ville de Homs, ajoute M. Barth. En dépit de longues négociations avec les deux camps et de trois allers-retours entre Damas et Homs, nous n'avons toujours pas reçu le feu vert des autorités syriennes.

« Nous pourrions venir en aide à davantage de personnes à Homs, comme ailleurs dans le pays, s'il existait une volonté de toutes les parties de nous autoriser à le faire », conclut-il.

Depuis le début du mois, en plus des efforts qu'il a déployés pour atteindre les civils à Homs et Alep, le CICR, en coopération avec le Croissant-Rouge arabe syrien, a procuré des vivres à 215 000 personnes et des articles ménagers de première nécessité à 42 000 personnes vivant à Damas, Damas-Campagne, Deir Ezzor, Hama, Idlib et Lattaquié. En outre, le CICR a fait en sorte que plus de 20 millions de Syriens aient accès à l'eau potable dans tout le pays, et réparé des bâtiments publics destinés à héberger provisoirement plus de 20 000 personnes déplacées.